

2 MAI 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police concernant le congé de circonstance à l'occasion de l'accouchement

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo);

Vu le protocole de négociation n° 498/1 du comité de négociation pour les services de police du 9 décembre 2020;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 17 décembre 2020;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 11 janvier 2021;

Vu l'avis du Conseil des bourgmestres, donné le 14 janvier 2021;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 26 janvier 2021;

Vu l'avis 68.838/2 du Conseil d'État, donné le 8 mars 2021, en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article VIII.IV.1^{er}, § 1^{er}, PJPo, modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 2014, le 2^o est remplacé par ce qui suit :

"2^o l'accouchement de l'épouse du membre du personnel : 15 jours ouvrables pour les accouchements qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2021 et 20 jours ouvrables pour les accouchements qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2023;".

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 3. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mai 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2021/42123]

6 JUIN 2021. — Arrêté royal portant exécution de l'article 12, § 10, de la loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 et concernant la réduction d'impôt pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises accusant une forte baisse de leur chiffre d'affaires suite à la pandémie du COVID-19

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter l'article 12, § 10, de la loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19.

Cet article a introduit une nouvelle réduction d'impôt pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises accusant une forte baisse de leur chiffre d'affaires lors de la deuxième vague de la pandémie du COVID-19.

L'article 12, § 10, de la loi précitée, délègue au Roi le pouvoir de déterminer la preuve requise en vue de l'obtention de la réduction d'impôt.

2 MEI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten betreffende het omstandigheidsverlof naar aanleiding van de bevalling

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPo);

Gelet op het protocol van onderhandeling nr. 498/1 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten van 9 december 2020;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 17 december 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 11 januari 2021;

Gelet op het advies van de Raad van burgemeesters, gegeven op 14 januari 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 26 januari 2021;

Gelet op advies 68.838/2 van de Raad van State, gegeven op 8 maart 2021, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel VIII.IV.1, §1, RPPo, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 2014, wordt de bepaling onder 2^o vervangen als volgt:

"2^o de bevalling van de echtgenote van het personeelslid: 15 werkdagen voor de bevallingen die plaatsvinden vanaf 1 januari 2021 en 20 werkdagen voor de bevallingen die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023;".

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Art. 3. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 mei 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2021/42123]

6 JUNI 2021. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 12, § 10, van de wet van 2 april 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie en betreffende de belastingvermindering voor de verwerving van nieuwe aandelen van ondernemingen die hun omzet ingevolge de COVID-19-pandemie sterk hebben zien dalen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, beoogt de uitvoering van artikel 12, § 10, van de wet van 2 april 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie.

Dit artikel heeft een nieuwe belastingvermindering ingevoerd voor de verwerving van nieuwe aandelen van ondernemingen die hun omzet tijdens de 2^{de} golf van de COVID-19-pandemie sterk hebben zien dalen.

Artikel 12, § 10, van de voormelde wet, delegeert aan de Koning de bevoegdheid om te bepalen hoe het bewijs moet geleverd worden dat vereist is met het oog op het verkrijgen van de belastingvermindering.

L'article 1^{er} suit le schéma déjà établi par les articles 63^{12/1} et 63^{12/3}, AR/CIR 92, en ce qui concerne la réduction d'impôt pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises qui débutent (en exécution de l'article 145²⁶, § 6, CIR 92) et d'entreprises en croissance (en exécution de l'article 145²⁷, § 5, CIR 92), ainsi que par l'arrêté royal du 30 septembre 2020 portant exécution de l'article 15, § 10, de la loi du 15 juillet 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19 (CORONA III) et concernant la réduction d'impôt pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises accusant une forte baisse de leur chiffre d'affaires suite à la pandémie du COVID-19 (1^{ère} vague).

Ainsi, les sociétés ayant reçu des sommes pouvant donner droit à la réduction d'impôt, doivent remettre au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle de l'acquisition des actions ou parts, et avant le 31 mars des années suivantes le cas échéant, un document à l'administration et au contribuable.

Trois types de document devront, le cas échéant, être établis :

1° Pour l'année d'acquisition, le document reprendra les éléments suivants :

- le montant des sommes donnant droit à la réduction ;
- la certification que les conditions visées à l'article 12, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19, sont respectées ;
- le chiffre d'affaires de la société pour la période du 2 novembre 2020 au 31 décembre 2020 et le chiffre d'affaires pour la période du 2 novembre 2019 au 31 décembre 2019, ou bien le chiffre d'affaires réalisé pour la période du 2 novembre 2020 au 31 décembre 2020 ainsi que le chiffre d'affaires envisagé dans le plan financier pour la même période (lorsque la société a été constituée après le 2 novembre 2019 autrement que dans le cadre d'une fusion ou d'une scission de sociétés) ;
- le fait que le contribuable est toujours en possession des actions ou parts visées au 31 décembre de l'année d'acquisition.

2° Pour chacune des cinq années suivant l'année d'acquisition, le document devra attester que le contribuable est toujours en possession des actions ou parts visées, et que les conditions prévues à l'article 12, § 2, alinéa 3, de la même loi sont remplies.

3° Le cas échéant, pour l'année de cession des actions ou parts ou pour l'année au cours de laquelle il n'est plus satisfait aux conditions prévues à l'article 12, § 2, alinéa 3, de la même loi, le document doit mentionner le nombre de mois non encore expirés à prendre en considération pour le calcul de la reprise de réduction.

Il est proposé de rendre applicable le présent arrêté à partir de l'exercice d'imposition 2022.

Telle est, Sire, la portée de l'arrêté qui Vous est soumis.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

AVIS 69.327/3 DU 25 MAI 2021 SUR UN PROJET D'ARRÊTÉ ROYAL 'PORTANT EXÉCUTION DE L'ARTICLE 12, § 10, DE LA LOI DU 2 AVRIL 2021 PORTANT DES MESURES DE SOUTIEN TEMPORAIRES EN RAISON DE LA PANDÉMIE DU COVID-19 ET CONCERNANT LA RÉDUCTION D'IMPÔT POUR L'ACQUISITION DE NOUVELLES ACTIONS OU PARTS D'ENTREPRISES ACCUSANT UNE FORTE BAISSÉ DE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES SUITE À LA PANDÉMIE DU COVID-19'

Le 3 mai 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution de l'article 12, § 10, de la loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 et concernant la réduction d'impôt pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises accusant une forte baisse de leur chiffre d'affaires suite à la pandémie du COVID-19'.

Artikel 1 volgt het reeds door artikelen 63^{12/1} en 63^{12/3}, KB/WIB 92 uitgewerkte schema, wat de belastingvermindering voor de verwerving van nieuwe aandelen van startende ondernemingen (in uitvoering van artikel 145²⁶, § 6, WIB 92) en van groeiende bedrijven (in uitvoering van artikel 145²⁷, § 5, WIB 92) betreft, en deze ingevoerd door het koninklijk besluit van 30 september 2020 houdende uitvoering van artikel 15, § 10, van de wet van 15 juli 2020 houdende diverse dringende fiscale bepalingen ten gevolge van de COVID-19-pandemie (CORONA III) en betreffende de belastingvermindering voor de verwerving van nieuwe aandelen van ondernemingen die hun omzet ingevolge de COVID-19-pandemie sterk hebben zien dalen (1^{ste} golf).

Zodoende moeten vennootschappen die sommen hebben ontvangen die recht geven op de belastingvermindering, ten laatste op 31 maart van het jaar volgend op de verwerving van aandelen, en in voorkomend geval voor 31 maart van de volgende jaren een document overmaken aan de administratie en de belastingplichtige.

Er moeten in voorkomend geval drie types van documenten worden opgesteld:

1° Voor het jaar van verwerving, moet het document de volgende elementen bevatten:

- het bedrag van de sommen die recht geven op de vermindering;
- het bewijs dat de voorwaarden bedoeld in artikel 12, §§ 1 en 2, van de wet van 2 april 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie, zijn voldaan;
- het omzetcijfer van de vennootschap voor de periode van 2 november 2020 tot 31 december 2020 en de omzet voor de periode van 2 november 2019 tot 31 december 2019, ofwel zowel de gerealiseerde omzet voor de periode van 2 november 2020 tot 31 december 2020 als de in het financieel plan vooropgestelde omzet voor dezelfde periode (ingeval de vennootschap werd opgericht na 2 november 2019, anders dan in het kader van een fusie of splitsing van vennootschappen);

- het feit dat de belastingplichtige nog steeds in het bezit is van de bedoelde aandelen op 31 december van het jaar van de verwerving.

2° Voor elk van de vijf volgende jaren volgend op de verwerving, moet het document bevestigen dat de belastingplichtige nog steeds in het bezit is van de bedoelde aandelen, en dat nog steeds is voldaan aan de voorwaarden opgenomen in artikel 12, § 2, derde lid, van dezelfde wet.

3° In voorkomend geval moet het document voor het jaar van de vervreemding van de aandelen of voor het jaar waarin niet langer wordt voldaan aan de voorwaarden opgenomen in artikel 12, § 2, derde lid van dezelfde wet, het aantal nog niet verstreken maanden vermelden dat in aanmerking te nemen is voor de berekening van de terugname van de vermindering.

Er wordt voorgesteld om dit besluit van toepassing te maken vanaf aanslagjaar 2022.

Dit is, Sire, de draagwijdte van het besluit dat U wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

ADVIES 69.327/3 VAN 25 MEI 2021 OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'HOUDENDE UITVOERING VAN ARTIKEL 12, § 10, VAN DE WET VAN 2 APRIL 2021 HOUDENDE TIJDELIJKE ONDERSTEUNINGSMATREGELEN TEN GEVOLGE VAN DE COVID-19-PANDEMIE EN BETREFFENDE DE BELASTINGVERMINDERING VOOR DE VERWERFING VAN NIEUWE AANDELEN VAN ONDERNEMINGEN DIE HUN OMZET INGEVOLGE DE COVID-19-PANDEMIE STERK HEBBEN ZIEN DALEN'

Op 3 mei 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende uitvoering van artikel 12, § 10, van de wet van 2 april 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie en betreffende de belastingvermindering voor de verwerving van nieuwe aandelen van ondernemingen die hun omzet ingevolge de COVID-19-pandemie sterk hebben zien dalen'.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 25 mai 2021. La chambre était composée de Wilfried Van Vaerenbergh, président de chambre, Jeroen Van Nieuwenhove et Koen Muylle, conseillers d'État, Jan Velaers et Bruno Peeters, assesseurs, et Astrid Truyens, greffier.

Le rapport a été présenté par Frédéric Vanneste, premier auditeur.

L'avis a été donné le 25 mai 2021.

Le projet n'appelle aucune observation.

Le greffier,
A. Truyens

Le président,
W. Van Vaerenbergh

6 JUIN 2021. — Arrêté royal portant exécution de l'article 12, § 10, de la loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 et concernant la réduction d'impôt pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises accusant une forte baisse de leur chiffre d'affaires suite à la pandémie du COVID-19

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19, l'article 12, § 10 ;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les articles 5 et 14 ;

Considérant que le présent arrêté ne fait que déterminer un modèle d'attestation à délivrer au contribuable et n'a donc, en soi, aucun impact budgétaire ;

Vu l'avis n° 69.327/3 du Conseil d'Etat, donné le 25 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les sociétés visées à l'article 12 de la loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 doivent établir annuellement avant le 31 mars de l'année qui suit celle de l'année d'acquisition des actions ou parts entièrement libérées, et des cinq années suivantes, un document qui :

1° pour l'année d'acquisition :

a) reprend les sommes donnant droit à la réduction ;

b) certifie que la société dans laquelle il est investi, remplit les conditions prévues à l'article 12, §§ 1^{er} et 2, de la même loi ;

c) mentionne soit le chiffre d'affaires de la société pour la période du 2 novembre 2020 au 31 décembre 2020 et le chiffre d'affaires pour la période du 2 novembre 2019 au 31 décembre 2019, soit, lorsque la société a été constituée après le 2 novembre 2019 autrement que dans le cadre d'une fusion ou d'une scission de sociétés, le chiffre d'affaires réalisé pour la période du 2 novembre 2020 au 31 décembre 2020 ainsi que le chiffre d'affaires envisagé dans le plan financier pour la même période ;

d) certifie que ces actions ou parts sont toujours en possession du souscripteur au 31 décembre de l'année d'acquisition ;

2° pour chacune des cinq années suivantes, certifie le cas échéant que ces actions ou parts sont toujours en possession du souscripteur au 31 décembre de la période imposable, et que les conditions prévues à l'article 12, § 2, alinéa 3, de la même loi sont remplies ;

3° pour l'année de la cession des actions ou parts ou pour l'année au cours de laquelle il n'est plus satisfait aux conditions prévues à l'article 12, § 2, alinéa 3, de la même loi : reprend le nombre de mois non encore expirés à prendre en considération pour le calcul de la reprise de la réduction.

§ 2. Le document prévu au § 1^{er}, doit être remis au souscripteur dans le délai prévu au § 1^{er}.

Le souscripteur doit tenir son exemplaire des documents en question à la disposition de l'administration.

§ 3. Une copie du document prévu au § 1^{er} doit être fournie par voie électronique à l'administration dans le délai prévu au § 1^{er}.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 25 mei 2021. De kamer was samengesteld uit Wilfried Van Vaerenbergh, kamervoorzitter, Jeroen Van Nieuwenhove en Koen Muylle, staatsraden, Jan Velaers en Bruno Peeters, assessoren, en Astrid Truyens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Frédéric Vanneste, eerste auditeur.

Het advies is gegeven op 25 mei 2021 .

Bij dit ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De griffier,
A. Truyens

De voorzitter,
W. Van Vaerenbergh

6 JUNI 2021. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 12, § 10, van de wet van 2 april 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie en betreffende de belastingvermindering voor de verwerving van nieuwe aandelen van ondernemingen die hun omzet ingevolge de COVID-19-pandemie sterk hebben zien dalen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 2 april 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie, artikel 12, § 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, artikelen 5 en 14;

Overwegende dat dit besluit slechts een model van een aan de belastingplichtige uit te reiken attest vastlegt en het dus op zich geen enkele impact heeft op de begroting;

Gelet op het advies nr. 69.327/3 van de Raad van State, gegeven op 25 mei 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De in artikel 12 van de wet van 2 april 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie bedoelde vennootschappen moeten jaarlijks vóór 31 maart van het jaar dat volgt op het jaar van de verwerving van de volledig volstorte aandelen en van de vijf daaropvolgende jaren een document opstellen dat:

1° voor het jaar van verwerving:

a) het bedrag vermeldt dat recht geeft op de vermindering;

b) bevestigt of de vennootschap waarin wordt geïnvesteerd, voldoet aan de voorwaarden opgenomen in artikel 12, §§ 1 en 2, van dezelfde wet;

c) ofwel de omzet van de vennootschap voor de periode van 2 november 2020 tot 31 december 2020 en de omzet voor de periode van 2 november 2019 tot 31 december 2019 vermeldt, ofwel, ingeval de vennootschap werd opgericht na 2 november 2019, anders dan in het kader van een fusie of splitsing van vennootschappen, zowel de gerealiseerde omzet voor de periode van 2 november 2020 tot 31 december 2020 vermeldt als de in het financieel plan vooropgestelde omzet voor dezelfde periode;

d) bevestigt dat deze aandelen nog steeds in het bezit zijn van de inschrijver op 31 december van het jaar van de verwerving;

2° voor elk van de vijf volgende jaren bevestigt dat deze aandelen nog steeds in het bezit zijn van de inschrijver op 31 december van het belastbaar tijdperk, en dat is voldaan aan de voorwaarden opgenomen in artikel 12, § 2, derde lid, van dezelfde wet;

3° voor het jaar van vervreemding van de aandelen of voor het jaar waarin niet langer wordt voldaan aan de voorwaarden opgenomen in artikel 12, § 2, derde lid van dezelfde wet: het aantal nog niet verlopen maanden vermeldt dat in aanmerking komt voor de berekening van de terugnane van de vermindering.

§ 2. Het in § 1 bedoelde document moet binnen de in § 1 bedoelde termijn worden bezorgd aan de inschrijver.

De inschrijver moet zijn exemplaar van de bedoelde documenten ter beschikking houden van de administratie.

§ 3. Een afschrift van het in § 1 bedoelde document moet langs elektronische weg binnen de in § 1 bedoelde termijn aan de administratie worden bezorgd.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 2022.

Art. 3. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juin 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Art. 2. Dit besluit is van toepassing vanaf aanslagjaar 2022.

Art. 3. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juni 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2021/21025]

21 MAI 2021. — Arrêté royal modifiant les articles 17bis et 17quater de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 35, § 1^{er}, alinéa 5, et § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, modifié par la loi du 20 décembre 1995 et par l'arrêté royal du 25 avril 1997, confirmé par la loi du 12 décembre 1997;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

Vu la proposition du Conseil technique médical formulée au cours de sa réunion du 22 octobre 2019;

Vu l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 22 octobre 2019;

Vu la décision de la Commission nationale médico-mutualiste du 17 février 2020;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 11 mars 2020;

Vu la décision du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité du 16 mars 2020;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 mars 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 7 avril 2021;

Vu l'avis 69.229/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 17bis de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'intitulé est remplacé par :

« Échographies et élastographies »;

2^o dans le texte néerlandais le mot « geneesheer » est à chaque fois remplacé par le mot « arts »;

3^o dans le texte néerlandais le mot « geneesheren » est à chaque fois remplacé par le mot « artsen »;

4^o dans le texte néerlandais les mots « geneesheer specialist » et « geneesheer-specialist » sont à chaque fois remplacés par le mot « arts-specialist »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2021/21025]

21 MEI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 17bis en 17quater van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35, § 1, vijfde lid, en § 2, eerste lid, 1^o, gewijzigd bij de wet van 20 december 1995 en bij het koninklijk besluit van 25 april 1997, bekrachtigd bij de wet van 12 december 1997;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

Gelet op het voorstel van de Technische geneeskundige raad, gedaan tijdens zijn vergadering van 22 oktober 2019;

Gelet op het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 22 oktober 2019;

Gelet op de beslissing van de Nationale commissie artsenziektenfondsen van 17 februari 2020;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 11 maart 2020;

Gelet op de beslissing van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering van 16 maart 2020;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 maart 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 7 april 2021;

Gelet op advies 69.229/2 van de Raad van State, gegeven op 10 mei 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 17bis van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o het opschrift wordt vervangen door:

“Echografieën en elastografieën”;

2^o het woord “geneesheer” wordt telkens vervangen door het woord “arts”;

3^o het woord “geneesheren” wordt telkens vervangen door het woord “artsen”;

4^o de woorden “geneesheer specialist” en “geneesheer-specialist” worden telkens vervangen door het woord “arts-specialist”;